

0cm

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

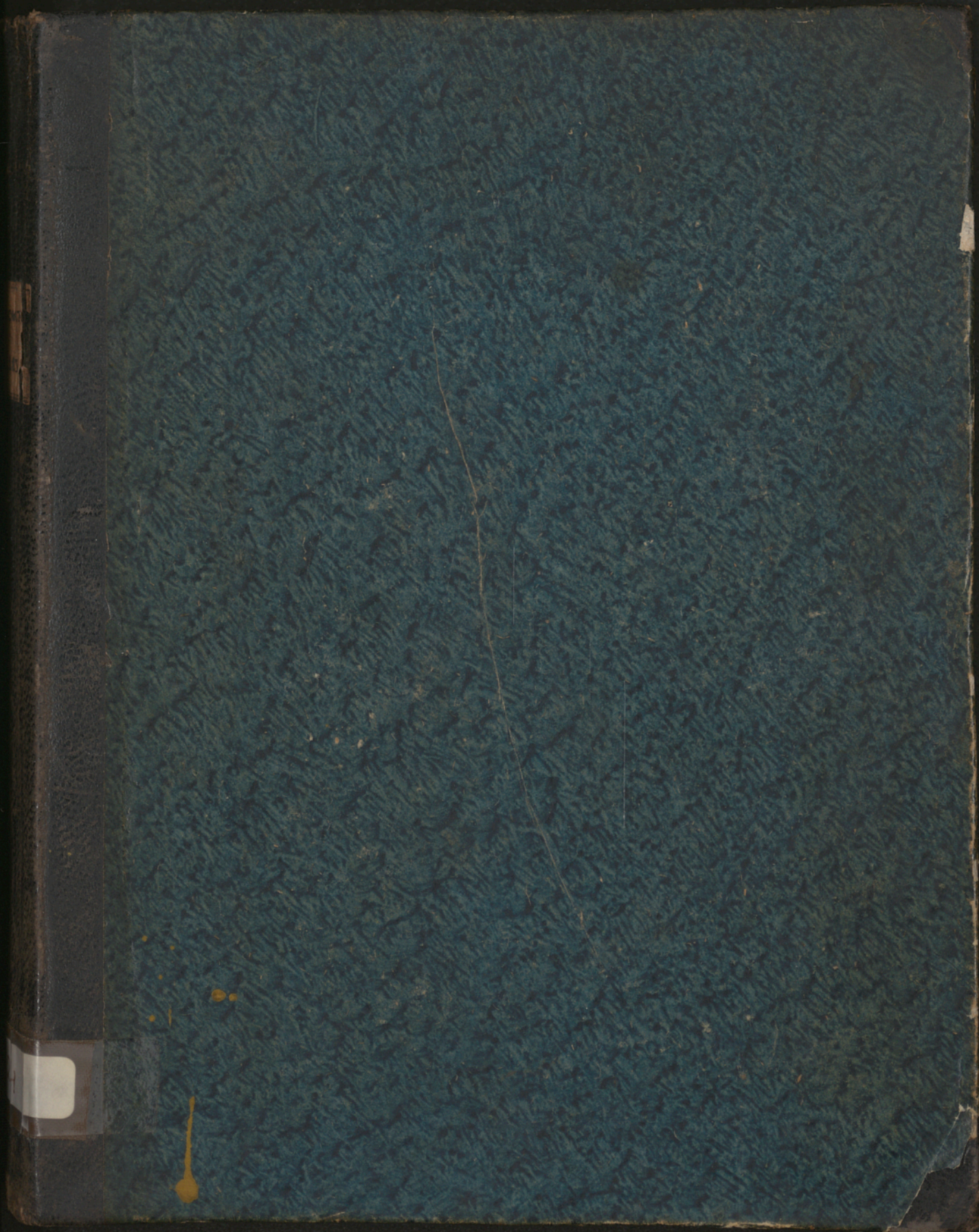
23

2

CONCOUR

DE 1838

Q24





11b
11c

Concours
ouvert devant la Faculté de droit de Paris,
le 16 Janvier 1841.

Nominations.

Résultat de la délibération du Jury.
30 Juin 1841.

Chaire de droit commercial, (Toulouse) vacante par le décès
de M. Ferradou.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Dufour, suppléant à Toulouse	8 voix.
	Delgers, suppléant à Paris	5.
	Molinier, suppléant à Toulouse	4.
Dufour, professeur à Toulouse.	Cabantous, docteur en droit	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Dufour	9.
Molinier	5.
Delgers	4.

Ballottage entre MM. Dufour et Molinier.

MM. Dufour	12.
Molinier	

Chaire de procédure civile, (Poitiers) vacante par le décès
de M. Boncansa, Doyen.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Bourbeau, docteur en droit	7 voix.
	Massol, suppléant provisoire à Toulouse	4.
	Etienné, docteur en droit	3.
Bourbeau. professeur à Poitiers.	Laplace	3.
	Cabantous	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Bourbeau	5.
Massol	5.
Etienné	4.
Laplace	4.

Ballottage

MM. Bourbeau	11.
Massol	7.

Chaire de code, (Strasbourg).

M. M.	MM. Rau, suppléant à Strasbourg	15 voix.
Rau. professeur à Strasbourg.	Laplace	3.

Suppléance de Paris.

1^{er} tour de scrutin.

	M.M. Colmet d'Age, docteur en droit . . .	5 voix
	Berriat-S ^t Prix, idem . . .	4.
	Vuatrieu, idem . . .	4.
	Gaslonde, suppléant à Dijon . . .	4.
Colmet d'Age, suppléant à Paris.	Eschbach, docteur en droit . . .	1.

2^e tour de scrutin.

M.M.	Colmet d'Age . . .	6.
	Berriat-S ^t Prix . . .	5.
	Vuatrieu . . .	4.
	Gaslonde . . .	4.

Balottage.

M.M.	Colmet d'Age . . .	10.
	Berriat-S ^t Prix . . .	8.

Suppléance de Poitiers.

	M.M. Etienne, docteur en droit . . .	10 voix
Etienne, sup ^t à Poitiers.	Massol, suppléant prov. à Toulouse . . .	7.
	Ragon, docteur en droit . . .	1.

Suppléance d'Aix.

	M.M. Guis, docteur en droit . . .	15 voix
guis, sup ^t à Aix.	Cabantous, idem . . .	1.
	Ragon, idem . . .	1.
	Machelard, idem . . .	1.

Suppléance de Dijon.

	M.M. Cabantous, docteur en droit . . .	11.
Cabantous, sup ^t à Dijon	Gaulet, idem . . .	3.
	Ragon, idem . . .	2.
	Lacourne, idem . . .	1.
	Borviel, idem . . .	1.

Suppléance de Caen.

Machelard, sup ^t à Caen.	M.M. Machelard, docteur en droit . . .	11 voix	} après deux tours de scrutin.
	Cauvet, idem . . .	7.	



Supplément de Paris

1^{re} liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris, de Paris, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Colinet, de Paris	4
Colinet, de Paris	4

2^e liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4



M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4

Supplément de Dijon

M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4

Supplément de Lyon

M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4

VARIÉTÉS.

CONCOURS OUVERT DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT.

La première séance publique consacrée aux épreuves orales sur le droit civil français a eu lieu, hier matin, dans la salle des exercices de la faculté. Dès le début, au milieu d'un nombreux auditoire, M. Giraud, président du concours à pris la parole en ces termes :

« Messieurs,

Voici le troisième concours que la sollicitude du chef illustre de l'université a ouvert pendant cette année aux ambitions honorables qui se dévouent à la carrière de l'enseignement du droit. Ces luttes répétées de l'intelligence et du savoir, loin de fatiguer et de décourager les candidats, semblent au contraire imprimer une activité nouvelle à leurs travaux et développer avec plus d'avantages la puissance et le talent des concurrents. C'est ainsi qu'après les concours de Rennes dont l'éclat a été si brillant, nous retrouvons à Toulouse une réunion de docteurs dont la généreuse émulation promet les plus heureux résultats.

C'est que les concours, messieurs, sont intimement liés à la vie universitaire, et qu'à tout prendre, cette voie si périlleuse et si difficile, en apparence, offre au mérite les chances de succès les plus certaines. La vie de l'homme est-elle autre chose qu'un combat ? C'est dans la lutte que l'homme grandit et s'élève ; et la lutte à ciel ouvert qu'offrent les concours publics vaut bien mieux que la lutte sombre et la vie tortueuse dans laquelle trop souvent s'engagent les passions ennemies et les intérêts rivaux.

Cette année sera donc profitable pour la science et pour la prospérité des études du droit ; et il ne sera pas moins important, par le nombre des concurrents et par l'éclat des talents, le concours qui doit compléter la seconde faculté du royaume, héritier de cette noble et antique université de Toulouse qui, fondée dans cette ville savante, au 13^e siècle, compte dans son sein, dès le premier âge, un si grand nombre d'éminents jurisconsultes, qui obtint une si grande renommée que son suffrage fut brigué pendant les démêlés orageux des papes et des rois, et dont la gloire, au 16^e siècle, se confond avec celle des plus illustres réformateurs de la science du droit.

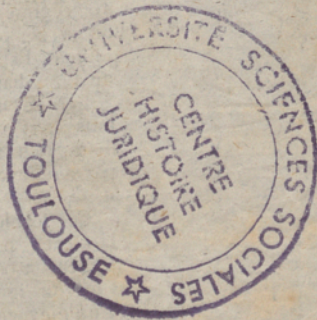
Que dirai-je, Messieurs, des circonstances dans lesquelles se produit ce concours ? Elles ajoutent encore à l'intérêt de ces épreuves. Des trois chaires vacantes auxquelles il s'agit de pourvoir, l'une était remplie par un professeur que la faculté s'applaudit de compter aujourd'hui au rang de ses professeurs titulaires, et dont la promotion, à la suite des plus mémorables concours dont la France garde le souvenir, a couronné le talent et le savoir, en même temps qu'elle a consacré le mérite éminent des rivaux honorés qui disputèrent avec lui la palme du concours et qui peuvent faire hésiter la conscience des juges.

L'un de ces rivaux était M. Vacquier, d'excellente et regrettable mémoire. Je l'ai vu, Messieurs, frappé dans la chaire du concours, comme par un coup de foudre, après un début brillant et du plus heureux augure ; je l'ai vu, trahi par ses forces, tomber en quelque sorte dans l'arène même du combat, en jetant un regard douloureux et triste vers la couronne qui apparaissait à ses yeux. Aux qualités du professeur et du jurisconsulte il joignit le courage et le dévouement du citoyen. L'estime publique le paya généreusement des sacrifices qu'il avait faits à la science et à son pays.

La fin de M. Deloume n'a été ni moins prématurée, ni moins digne de regrets. Son zèle pour l'accomplissement de ses devoirs, son caractère aimable, ses devoirs l'avait rendu cher à ses collègues, son souvenir a les mêmes titres à nos hommages.

Telles sont, Messieurs, les pertes que la faculté de Toulouse doit réparer, dans le concours dont une éminente bienveillance a daigné me confier la direction. Cet honneur insigne, Messieurs, qu'il me soit permis d'en reporter la reconnaissance à la faculté de Toulouse elle-même et aux magistrats respectés qui nous entourent. En m'envoyant siéger dans cette enceinte à côté de mes anciens maîtres, à côté de mes savants et très-honorés collègues, à côté des magistrats qui nous prêtent l'appui de leur prudence et de leur sagesse, le ministre a voulu consacrer par une adhésion solennelle leur bienveillance et ma gratitude qui se confondent ici dans un souvenir touchant.

La justice, Messieurs, trouve elle-même la garantie dans ces diverses circonstances. Le mérite des hommes qu'il s'agit de remplacer, l'importance et la gloire de la faculté de Toulouse, doivent nous rendre exigeants et difficiles. Sans doute, parmi les talents éprouvés qui vont disputer les suffrages de nos consciences, l'université ne peut trouver que des candidats dignes de la consoler des pertes qu'elle vient réparer aujourd'hui ; mais la palme appartient aux plus instruits, aux mieux préparés, et le mérite lui-même des candidats, leur noble confiance, le devoirs de nos charges, tout nous impose l'obligation d'être juste et sévère. Un orateur que je ne nomme pas, quoique son autorité fût grande dans cette enceinte, disait naguère devant la chambre des pairs de France : Le



quelles sont celles qui seraient d'un intérêt assez général pour être élevées au rang des routes royales.

Ministère de l'agriculture et du commerce. — **Administration centrale.** — L'organisation du personnel est prête ; elle donne lieu à la demande d'un crédit général de 511,300 fr., qui sera divisée en 2 parties ; l'une de 496,300 fr., représentant l'organisation définitive, l'autre de 15,000 fr. ayant un caractère éventuel et maintenu pour un état de choses que le temps doit modifier. Quant à présent, et provisoirement, c'est 12,300 fr. à ajouter au crédit du chapitre premier, qui se trouvera ainsi porté à 511,300 fr., et qu'elle propose d'adopter.

La commission émet le vœu qu'en dehors du cabinet du ministre, il n'y ait que 3 directions : celle de l'agriculture et des haras, celle du commerce intérieur et des manufactures et celle du commerce extérieur, avec une division pour la comptabilité.

Le nombre des chefs employés, de 122, descendra à 119 ; les chefs des grandes divisions seront secondés par 16 chefs de bureau, appuyés eux-mêmes sur des employés de divers grades, en nombre suffisant, bien rétribués, et donnant huit heures de travail par jour.

La commission demande que la nomination des directeurs ne soit pas soumise à la sanction royale.

Ecoles vétérinaires et bergeries. — La commission est d'avis de l'adoption d'une augmentation de crédit de 14,000 fr., pour recevoir, dans l'intérêt des études des écoles, dans les établissemens dépendant des écoles d'Alfort, Lyon et Toulouse, les animaux malades, des races bovine et chevaline, afin de développer l'enseignement pratique dans ces écoles ; ces moyens d'étude sur une nature vivante devant tourner au profit de la science.

Elle adopte également un crédit de 10,000 fr., destiné à accroître la dotation des établissemens suivans, savoir :

Rambouillet, 5,000 fr. — Moncavrel, 3,500 fr. — Lahaievaux, 1,500 fr.

Encouragement à l'Agriculture. — La commission adhère au crédit de huit cent trente mille francs, elle engage le ministre à entrer dans la pensée de la chambre, c'est-à-dire de propager en France l'élevage de la race bovine de Durham ; il ne saurait oublier qu'outre la part prélevée annuellement sur le crédit ordinaire de 800,000 fr. pour les acquisitions d'animaux, l'intention de la chambre s'est manifestée par l'addition d'un crédit en quelque sorte spécial de 30 mille francs.

La commission aime à penser, dit l'honorable rapporteur, que l'élevage ne sera pas accru, que la vacherie du Pin conservera son caractère purement expérimental, que des fonds suffisants seront employés en 1844 en achats d'animaux de la race de Durham importés d'Angleterre pour être vendus publiquement et donner ainsi, le plus tôt possible, satisfaction aux pressans intérêts de notre agriculture.

Haras et dépôt d'étalons. — 2,400,000 fr. — La commission croit que certaines améliorations se sont produites dans la production et l'éducation de la race chevaline.

L'état seul peut et doit fournir sur une vaste échelle les types régénérateurs ; l'état seul peut et doit encourager la production par tous les moyens en son pouvoir. L'état ne peut pas, ne doit pas, se livrer à l'élevage, cela est du domaine de l'industrie privée.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce, s'identifiant avec la pensée de la commission de 1843, a devancé l'époque pour préparer les modifications à apporter au régime préexistant, et entrant immédiatement dans la voie de la réforme, il a, dès l'année dernière, supprimé complètement l'élevage au haras de Rosières, et l'a notablement réduit au haras du Pin.

Par ce moyen les établissemens se sont enrichis de 100 étalons environ, et réduits de 44 jumens, 27 poulains et pouliches, et 19 chevaux de service. Les 68 jumens restantes se partagent ainsi : 31 à Pompadour, 19 au Pin, 18 au dépôt d'Arles.

Ce dernier dépôt renferme en outre 32 étalons et 38 poulains et pouliches. Le ministre a demandé à conserver les jumens attachées à ce dépôt, dans l'intérêt de la régénération de la race camargue qu'on veut réhabiliter par l'exemple d'un élevage judicieux.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce a déclaré que le règlement de la monte serait désormais strictement et uniformément exécuté, notamment en ce qui concerne la saillie, qui ne serait plus gratuite à l'avenir.

La commission ne saurait approuver la création d'un nouveau dépôt d'étalons à Lamballe. L'irrégularité de cette création a donné lieu à une autre irrégularité, c'est les traitemens du directeur et d'un agent, ensemble 4,200 fr. destinés à des complémens de traitemens à d'anciens officiers des haras, dont l'économie devait faire retour au trésor, au lieu de servir à solder des dépenses qui n'étaient pas autorisées.

La chambre, consultée, qu'elle votera sur l'adoption et le rejette.

Elle adopte, après discussion, dans le second paragraphe additionnel

M. RICHARD DES BROS adopte.

Adoption de l'art. 2.

La chambre adopte l'

Sur l'article 4, M.

un amendement qui a

l'état.

La séance est levée.

CORRE

CHA

(Pré

A deux heures la s
M. DE LAROCHEJAC
de l'enseignement.

L'ordre du jour est la
latif au chemin de fer

La chambre en est

Gauthier de Rumilly.

un crédit au gouverne

de la voie de fer sur

M. GUTHRIER DE R

rie d'exposé à la

chemins de fer par l'é

le chemin de Lyon et

tion de son amendem

chemin de fer de l'ar

pagnie fermière, l'au

min de Lyon.

L'orateur reproduit

tions présentées par l'

l'amendement de M.

de la discussion du c

M. DE LAMARTINE

tisan de l'exécution co

que les circonstances

considérée par tout le

breux scandales avaient

Les partisans du mon

cession en faveur de l'

sortie de la loi de 18

ne faut pas exclure,

chambre.

Cette loi fait un pa

l'état : leur association

classifs de l'exécution p

de 1842 réserve à l'ét

les baux à court term

Il est temps enfin d

de plus contraire à la

cette mobilité et cet e

industrie.

M. GARNIER-PAGES

voix ! Non ! Non !

cuper long-temps la c

quelques arguments no

M. de Lamartine, j'ai

que sa fausse interpr

cette loi ? Je assure à

2° donner l'exploitatio

par la loi de 1842, je

en 1842, le maintien

et les baux à court ter

Tous ces avantages,

sant l'état maître de

j'ai encore 300 millie

demande au crédit 4

rails ? Comment faire

millions ! (Rumeurs.)

est facile. Un fait imp

place. (Ecoutez !)

un célèbre banquier e

les receveurs généraux

tration sait manier ha

tirer un avantage imm

niens du système de la

ment ce système est ex

léans. Le gouvernemen

bien ! ces tarifs ne sont

ils ne le sont pas ; les

minuent selon leurs in

nistres) et vous n'avez

Res Q24/5

THESES

AD TITULUM DIGESTORUM

DEPOSITI VEL CONTRA,

QUAS COMPETITORUM DISPUTATIONIBUS SUBJICIET, ET TUERI CONABITUR,
DEO FAVENTE ET AUSPICE DEIPARA,

Pro Cathedrâ de litibus ordinandis, et vice-Cathedrâ, in con-
sultissimâ Jurium Facultate Tolosanâ vacantibus,

A. RODIERE,

IN JURE DOCTOR,

Die Junii xxvi, horâ post meridiem secundâ.



TOLOSÆ,

EX TYPOGRAPHIA L. DE LAVERGNE.

M DCCC XXXVIII.

JUDICABUNT :

VV. CC. DD.

GARRISSON, Scholarum juris Inspector generalis, in regiâ Curiâ Tolosanâ
Præsès, Legionis honoris Eques, *Præsès certaminis*.

DELPECH,	} In consultissimâ Ju- rium Facultate Tolosanâ Ante- cessores.	RESSIGEAC, Legionis honoris Eques,	} In eâdem Curiâ Consiliarii.
FERRADOU,		in regiâ Curiâ Tolosanâ regius Advoca- catus.	
LAURENS,		PECH, ejusdem Legionis Eques,	
BENECH,		DEJEAN,	
A. CHAUVEAU,		DARNAUD,	
Legionis honoris Eques,			

ARGUMENTABUNTUR :

DD.

J. GASC,	} Juris Doctores.
CABANTOUS,	
BRESSOLES,	
AUZIES,	
MOLINIER,	
BEZY.	

THESES

AD TITULUM DIGESTORUM

DEPOSITI VEL CONTRA.

(Lib. xvi, tit. iii.)

I. Contractus quamplurimi è jure gentium originem ducunt; quorum numero procùl dubio adsignandum est depositum. Apud omnes enim gentes, sæpissimè evenit dominum rerum suarum custodiæ invigilare non posse, ideòque eas alii custodiendas tradere.

II. Meminerat quidem depositi Moyses in Exodo, *cap. XXII, vers. 7 et 8* (1): legem XII tab. quiddam quoque de deposito cavisse, innuit Paulus in *sententiis*, lib. II, tit. XII, § 11.

(1) Duplicem hunc versiculum, collationis Mosaicarum et Romanarum legum incertus auctor, sic latinè vertit: « Si aliquis dabit proximo suo argentum aut vas servare, et furatum fuerit de domo hominis; si invenitur qui furatus est, reddat duplum. Quòd si non fuerit inventus fur, accedet is qui commendatum suscepit; stabit ante dominum et jurabit nihil se nequiter egisse de omni re commendatâ proximi sui, et liberabitur. »

III. Sicut autem hospitium servare, ita et depositum fideliter custodire, nil sanctius videtur. Quam ob causam, Plinius Junior, in sua celeberrima ad Trajanum epistola, egregias Christianorum virtutes enumerando, illam inter alias adnotat quod nec fidem fallerent, nec depositum appellati abnegarent.

IV. Depositum est ergo generaliter quod custodiendum alicui datur, ita dictum, secundum Ulpianum (*L. 1, pr. h. t.*), ex eo quod ponitur: praepositio autem *de*, addit jurisconsultus, auget depositum, ut ostendat totum fidei ejus commissum, quod ad custodiam rei pertinet. Paulus autem, in sententiis, *loc. cit.*, § 2, depositum sic appellatum putat quasi *diu positum*; sed jam dudum observatum fuit etymologias à Romanis jurisconsultis traditas, plerumque videri ratione destitutas.

Commendare autem idem sonat ac *deponere* (*L. 186, D. de verb. sign.*)

V. Depositum duo sunt genera, scilicet: depositum proprie dictum et sequestrum, de quibus discretis sectionibus agemus.

SECTIO I. — *De deposito proprie dicto.*

VI. Videbimus 1° quænam sint depositi natura et variae species; 2° inter quas personas depositum possit intervenire; 3° quænam res deponi possint, et an deponens rei dominium et possessionem retineat; 4° quid præstare debeat depositarius circa rei custodiam; 5° quo tempore, cui personæ, et quo loco depositum debeat restitui; 6° quænam sit directæ actionis depositi indoles, quid in eâ veniat, et an depositor quodam gaudeat privilegio; 7° denique tractabimus de actione depositi contrariâ.

§ I. — *Quænam sint depositi natura et variae species?*

VII. 1° Depositum contractus re tantum perficitur; 2° dominus qui rem suam recipit, etiamsi suam esse ignoret, non potest teneri depositi; 3° custodia depositarii debet esse gratuita, alioquin res in aliam contractus speciem transit, sive locati conducti, sive contractus innominati; et si depositarius nummos exegerit ut redderet depositum, hos restituere cogetur actione depositi; 4° quoties priusquam rem custodiendam quis habeat,

illi mandatum fuerit quiddam facere, mandatum potius quàm depositum contrahitur.

VIII. Depositum duplex est species; aliud nullâ necessitate cogente fit, et idcirco voluntarium appellatur; aliud tumultus, incendii, ruinæ, aut naufragii causâ fit, et appellatur necessarium seu miserabile.

Illud quoque quod nautæ, caupones, aut stabularii recipiunt, aliquandò species quædam depositi videtur; sed prætor ad hunc casum propriam introduxit actionem de quâ nobis non incumbit disserendum, cùm proprius de eâ re in digestis exstet titulus, scilicet, titulus nonus libri quarti.

§ II. — *Inter quas personas depositum possit contrahi?*

IX. Cùm depositum sit contractus juris gentium, à peregrino et apud peregrinum deponi posse non est dubitandum.

X. Pupillus non potest deponere nisi tutoris auctoritate, excepto tamen, ut videtur, deposito necessario.

XI. Deponere autem, non solum paterfamilias, sed et filiusfamilias potest et servus. Quoties verò servus deposuit, manifestum est ejus domino tantum actionem competere; contra, filiofamilias permissum est depositi agere, eâ saltem formulâ quæ in factum proponitur.

Si quis autem servi usumfructum habeat, aut servum alienum sive liberum hominem bonâ fide possideat, depositi actio illi competit, si res sua deposita fuerit.

XII. Item res deponi potest apud servum aut filiumfamilias; priori casu, dominus tantum tenetur, et regulariter intra fines peculii; posteriori, actio contra filiumfamilias, aut contra eum cujus in potestate est peculio tenus, potest institui. Si filiusfamilias emancipatus fuerit et rem teneat, solus potest conveniri; idem jus observandum est erga servum manumissum qui rem adhuc detinet.

XIII. Quòd si res apud pupillum sine tutoris auctoritate deposita sit, pupillus tenetur utili depositi actione, si doli mali capax fuerit et dolum commiserit, aut etiam, absente dolo, in quantum locupletior factus est.

XIV. Quin autem fidejussor obligationi quæ ex deposito oritur possit accedere, nemini dubium esse potest.

§ III. — *Quænam res deponi possint, et an deponens rei dominium et possessionem retineat?*

XV. Palàm est depositum procedere, sive res nostri juris sit, sive alieni.

XVI. Apud Romanos autem, ut videtur, res non tantùm mobiles aut per se moventes, sed et immobiles, commendari poterant; poterant et instrumenta.

XVII. Quæ autem depositis rebus accedunt, non videntur separatim deposita; utputà, si homo vestitus deponatur, non potest vestis seorsim peti.

Aliter observatur de rebus quæ in cistâ, etiam signatâ, includuntur; placuit enim de his rebus separatim depositi agi posse.

XVIII. Cœterùm, qui rem deposuit, non solùm illius dominium servat, sed etiam possessionem.

Quòd si res fungibiles depositæ fuerint et convenerit ut non eadem species, sed tantumdem redderetur, hæc conventio depositi terminos excedere videtur et mutuo propiùs accedere: Papiniano tamen placuit eo casu etiam depositi procedere actionem; cujus generis depositum vulgò *irregulare* appellatur.

§ IV. — *Quid præstare debeat depositarius, circa rei custodiam?*

XIX. Regulariter depositarius dolum tantùm præstare debet, et culpam latam quæ dolo æquiparatur.

Si tamen se deposito obtulerit, etiam diligentiam debet præstare, quod magis dicendum, si ità convenerit; sed si convenerit dolum non esse præstandum, hæc conventio non valet, utpotè bonis moribus contraria.

XX. Quoties autem res deposita fuit apud filiumfamilias aut servum, paterfamilias aut dominus de peculio conventus, non tantùm eorum quibuscum contractum est, sed etiam sui ipsius dolum præstat.

XXI. Heres depositarii, sicut ipse depositarius, de dolo tantum tenetur: si ergo rem apud testatorem depositam bonâ fide distraxerit, tenetur tantum de pretio quod ad eum pervenit; aut si pretium nondum exegerit, actiones suas præstando liberatur.

Si quis autem rem penes se depositam alii commendaverit, et iste dolo aliquid admiserit, prior depositarius eatenus tantum tenetur ut actiones suas depositori præstet; imò, isto casu, depositori utilis actio adversus posteriorem depositarium conceditur.

§ V. — *Quo tempore, cui personæ, et quo loco depositum debeat restitui?*

XXII. Regulariter res debet restitui, quandocumque deponenti videatur; dies ergo vel conditio adjectæ, scriptæ videntur in solius gratiam deponentis qui rem ante diem aut conditionem potest reposcere. Exempli gratiâ, si deposuero apud te, *ut post mortem tuam reddatur*, mutatâ voluntate, ante mortem tuam possum depositum repetere; et vicissim, quando sic deposuero, *ut post mortem meam reddatur*, potero mutare voluntatem et ipse agere depositi.

Si tamen depositarius vi quâdam majori rem non possit statim restituere, manifestum est eum dolo carere.

XXIII. Depositum ipsi deponenti, aut personæ quam indicaverit, reddi debet, etiamsi fur aut prædo deposuerint: si verò dominus ante restitutionem rem furatam vindicet, æquitas desiderat ut res ipsi reddatur.

XXIV. Si duo simul eâ lege deposuerunt ut vel unus tollat totum, poterit unusquisque in solidum agere: aliter verò, depositarius unicuique pro eâ tantum parte quâ ejus interest debet condemnari.

XXV. Quòd si deponens plures reliquerit heredes, videndum est an res deposita dividi possit, an non. Priori casu, unusquisque heres pro parte suâ hereditariâ potest depositum repetere. Posteriori, illi heredi res debet restitui qui majorem hereditatis partem obtinet, satisfactione idoneâ ab illo præstandâ in hoc quod supra ejus partem est: satisfactione autem non interveniente, res debet in æde deponi, quod pariter fieri

debet quandò hereditatis controversia inter duos oritur quorum unusquisque se solum heredem dicit, et nullus tamen paratus est adversùs alterum, depositarium defendere.

Si tamen uni ex heredibus, etiam non adhibitâ satisfactione, sine dolo malo depositum restitutum fuerit, depositarius liberatur.

XXVI. Cùm deponens maximam vel mediam capitis diminutionem passus fuerit et ejus bona fuerint publicata, non ipsi res debet restitui, sed in publicum deferenda est.

XXVII. Videamus postremò quid juris sit quandò res à servo deposita est. Quamdiù servus in ejusdem potestate manet, res ipsi reddi potest, dummodò nulla causa intervenerit, quare depositarius putare possit dominum servo reddi nolle. Si servus fuerit manumissus vel alienatus, depositarius qui ei restituit tùm demùm liberatur, cùm eum manumissum vel alienatum ignoraverit. Imò, si depositarius non vero domino, sed alii quem dominum esse credebat rem restituerit, æquè liberatur.

XXVIII. Eo verò loco depositum restitui debet, in quo sine dolo malo ejus est apud quem depositum est; et si convenerit, ut res certo loco deposita, alio loco restitueretur, videtur id actum ut non impensâ ejus id fiat apud quem depositum sit, sed ejus qui deposuit.

§ VI. — *De actione depositi directâ; quid in eâ veniat, et an depositor quodam gaudeat privilegio?*

XXIX. Depositum duplicem plerumquè gignit actionem, utramque bonæ fidei; aliam directam quæ competit ei qui rem deposuit, aut ejus successoribus, ad rem repetendam; aliam contrariam in favorem depositarii introductam ad repetendos sumptus in re depositâ factos.

Directa actio majori indiget explicatione.

XXX. Si credamus Paulo in sentiis, loco jam laudato, (*lib. 2., tit. 12, § 11*), ex causâ depositi lege XII tabularum in duplum semper actio dabatur; sed hoc prætor postea emendavit.

XXXI. In edicto enim, propter depositum voluntarium, in simplum

tantum judicium promisit ; propter autem necessarium, in duplum, scilicet de eo quod depositarius aut illius heres, suo quisque proprio dolo, fecisset. Quæ distinctio videtur humanis necessitatibus omnino conveniens ; crescit enim perfidiæ crimen in his qui miserrimo casu hominem oppressum, quem levare debuissent, gravare tentant, et publica utilitas efflagitat istam nequitiam acriori poenâ coerceri, ne fides, in ejusmodi causis tam necessaria, sæpius frangatur. Doctores autem generaliter docent in deposito necessario, duplum non deberi nisi post inficiationem ; quod tamen dubitandum videtur.

XXXII. Actio depositi directa, sive in duplum sit, sive in simplum, est perpetua ; attamen, in deposito necessario, quando heres ex dolo defuncti convenitur, intra annum actio concluditur, teste Neratio, L. 18, *h. t.*, cujus juris vix idonea ratio reddi potest.

Heres autem de dolo defuncti in solidum tenetur ; si plures heredes sint, unusquisque pro eâ parte tenetur quâ heres est.

XXXIII. Tempore formularum, prætor duplicem proponebat depositi formulam, aliam in jus conceptam, aliam in factum, quas indicat Gaius, *Comm. IV*, § 47.

XXXIV. Monendum deniquè eum qui directâ depositi actione, suo nomine damnatur, famosum fieri.

XXXV. Videamus nunc quid in hac actione veniat.

XXXVI. Venit autem non solum præteritus dolus, ut jam diximus, sed etiam futurus, id est, qui post litem contestatam emergit.

Veniunt pariter fructus, partus et omnis causa.

Usuræ verò pecuniæ depositæ ex morâ debentur, sicut in aliis bonæ fidei judiciis. Debentur etiam ante moram, duplici casu : primo quidem si, domino invito aut ignorante, depositarius pecuniâ commendatâ in re suâ usus sit : secundo, quando, in deposito irregulari, ab initio convenit ut usuræ præstarentur.

XXXVII. Ex die autem accepti judicii, res periculo illius est apud quem deposita fuerit ; sed si mora tantum intervenit, naturalis interitus ad actorem pertinet, utiquè cum interitura esset res, etsi illico ei restituta esset : si verò dolus intervenerit, res omnimodò, ut videtur, depositarii periculo est ; imò, si rem depositam iste vendidisset, eamque deindè redemisset in

causam depositi, etiamsi res sine dolo malo postea perierit, semel admissa dolo perpetua depositi actione tenetur.

XXXVIII. Notandum insuper in ea actione : 1º compensationi locum non esse, et rem ipsam esse reddendam; 2º actorem in litem jurare; 3º eum qui deposuit aliis sæpè actionibus uti posse, verbi gratia, si depositarius rem contrectaverit, furti actione tenetur et condictione furtiva; competit etiam domino actio ad exhibendum, et in rem vindictio.

XXXIX. Si depositarius facultatibus lapsus fuerit, palam est illum qui deposuit, rem, si exstet, vindicare posse. Si verò pecunia apud nummularium deposita fuerit, etiamsi extincta sit, is qui deposuit privilegio gaudet in omnibus fraudatoris facultatibus; sed hi omnes qui deposuerunt, licet diversis temporibus, simul tamen admittuntur.

§ VII. — *De actione depositi contraria.*

XL. Actio contraria, ut diximus, depositario ejusve successoribus competit, ad repetendum quod est in re custodienda impensum aut damnum quod propter eam rem emerit : potest, verbi gratia, depositarius, cibarium nomine quæ in servum expenderit, deponentem convenire, quod aliter observatur in commodato ubi cibaria cum operis pensantur.

XLI. Ista actio, sicut directa, est perpetua; sed semper in simplicum : in ea etiam nunquam in litem juratur, quia ad indemnitate tantum ejus qui depositum suscepit introducta est; postremò damnatus non infamia notatur, quia in ea non agitur de fide rupta.

SECTIO II. — *De sequestro.*

XLII. Sequestri duplex quoque est species; aliud est voluntarium seu conventionale, aliud necessarium seu giudiciale.

XLIII. Sequestrum conventionale est depositum rei plerumque controversæ, quod à pluribus in solidum certâ conditione custodiendum

reddendumque traditur. Indicare sufficiet in quibus à deposito differat.

XLIV. 1^o Sequester depositum alicui è litigantibus reddere non potest, nisi illi qui victor è lite exierit. Plerumquè etiam non est ei permittendum officium quod semel suscepit, contra legem depositionis abdicare, nisi tamen justissima causa intervenerit, quo casu res debet in æde deponi.

XLV. 2^o Sequester rem ipsi commissam possidet, eo casu scilicet quo litigantes possessionem illi expressè concesserunt.

XLVI. Palàm est autem servum non posse in necem domini rem quamdam apud sequestrem deponere; poterit ergò dominus ad exhibendum agere, et rem exhibitam vindicare.

XLVII. Sequestrium judiciale, ut verbum indicat, illud est quod judex causà cognitâ constituit, quod præsertim facit, quando veretur ne possessor, re vindicatâ, pendente lite, pessimè utatur.

XLVIII. Res autem tam mobiles quam immobiles sequestrari possunt, exceptâ tamen pecuniâ ex contractu debitâ: hujus enim Honorius et Theodosius sequestrationem omninò prohibuerunt (*L. un. C. de proh. seq. pec.*), quod de pecuniâ numeratâ tantùm intelligendum videtur.

QUÆSTIONES PRÆCIPUÆ.

I.

An depositum esse possit, etsi salarium aliquod remunerandi tantùm gratiâ promittatur? Potest.

II.

Quandò pecunia deposita non exstat, an privilegium deponenti concessum in bonis nummularii, alia privilegia præcedat? Negativa magis placet.

III.

Depositarius potest ne rem depositam retinere , quousquē impensæ necessariæ in eâ re factæ illi restituantur? Affirmativè respondendum.

IV.

Quandò servus depositus aliquid depositario furatus sit , deponens potest ne judicium contrarium effugere , servum noxæ dedendo? Respondeo negativè.

V.

Si pactum fuerit ne deponens depositi ageret , poterit ne depositarius propter dolum admissum conveniri? Negativam defendemus.

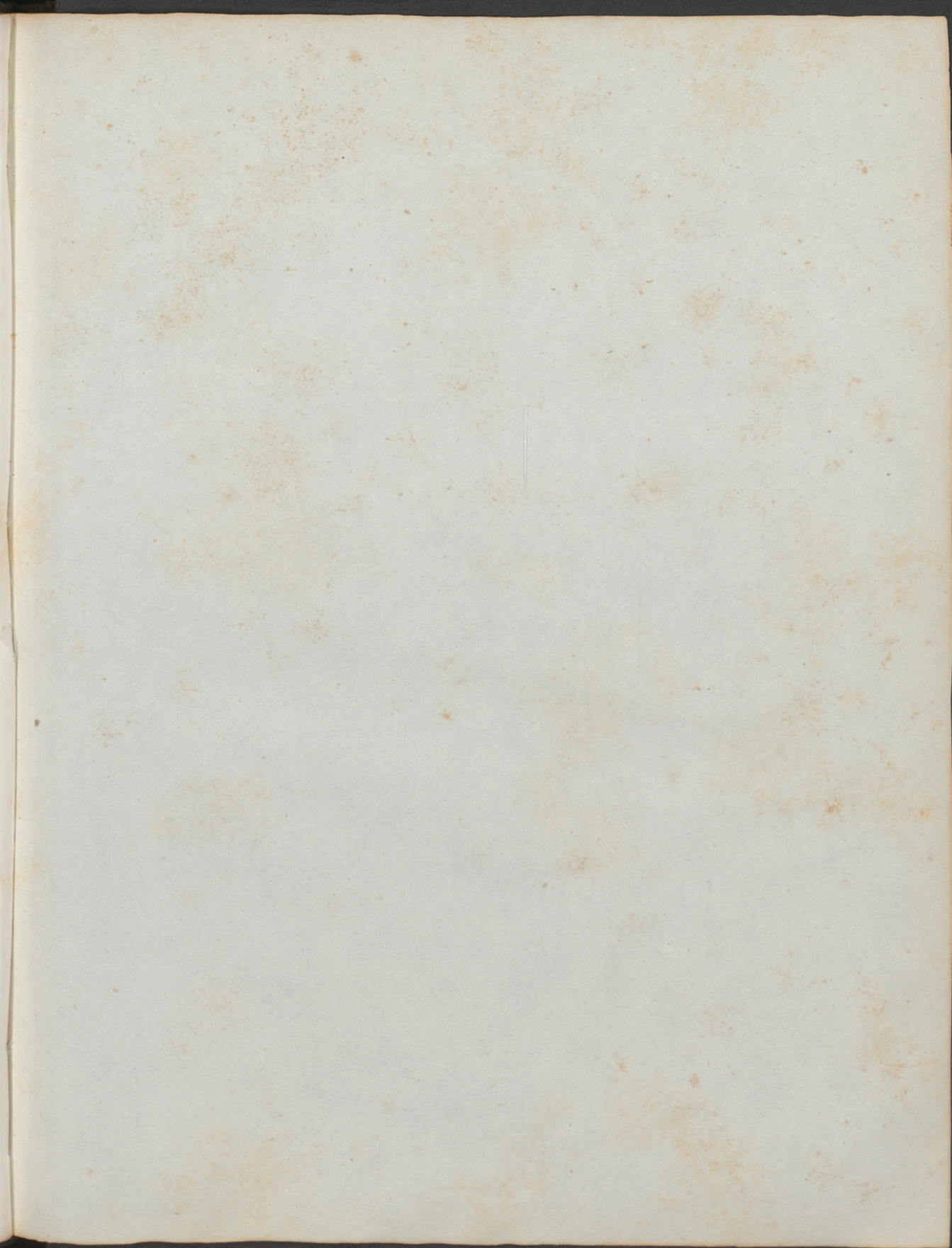
VI.

Sequester est ne contractus à deposito omninò diversus et specialem actionem gignens? Nullo modo : species tantùm est depositi , et sequester depositi actione tenetur , licet hanc actionem Pomponius *sequestrariam* appellet.

VU :

Le Président à la Cour royale , chargé provisoirement des fonctions d'Inspecteur général des écoles de Droit , Président du Concours ,

GARRISSON.



III.

Depositarius potest ne cum depositum retineat, quousque expensae necessariae in ea re factae illi restituantur? Affirmative respondendum.

IV.

Quando servus depositus aliquid depositario furatus sit, depositarius poterit an iudicium contrarium effugere, servum nomine defendendo? Respondetur negative.

V.

Si pactum fuerit ne depositus depositum ageret, poterit ne depositarius propter dolum ad servum conveniri? Negative respondemus.

VI.

Sequestratus est ne contractus à deposito omnino diversus et specialem actionem gignens? Nullo modo : species tantum est depositi, et sequestris depositi actione tenetur. Eam hanc actionem Pompeianus *sequestrariam* appellat.

VII.

Le Président à la Cour royale, chargé provisoirement des fonctions d'Inspecteur général des écoles de Droit, Président du Concours.

GARRISON.

Account of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the



Résultat du Concours.

Chaire de Procédure.

M^r. Rodière 9 voix.

M^r. Dufour 1. voix.

Suppléance.

1^{er} Tour de scrutin.

M^r. Cabantous 4 voix.

M^r. Molinier 5 voix.

M^r. Massol 1. voix.

2^{ème} Tour de Scrutin.

M^r. Molinier 6 voix.

M^r. Cabantous 1. voix.



